



## Le plan d'investissement du gouvernement wallon manque d'ambition

La Belgique est régulièrement épinglée comme un des États-membres de la zone euro avec un des investissements publics le plus faible. Pour la Wallonie, cela a de graves conséquences sur la performance en termes d'emploi et de croissance. Le gouvernement wallon a proposé un "plan wallon d'investissement" et souhaite dépenser au total 5 milliards d'euros en plus entre 2019 et 2014. Que faut-il en penser ?

Pour la CSC wallonne, la réponse politique donnée aujourd'hui par le gouvernement wallon est insatisfaisante concernant l'affectation des 5 milliards.

Les projets sont soit mauvais sur le fond (compteur-intelligent), soit mal définis (mobilité et multimodalité ; logement), soit sous-financé par rapport aux enjeux (services aux personnes et vieillissement). Par contre, à peine un peu plus de 100 millions d'euros sont prévus pour les services à la personne en général.

Si la mobilité est un enjeu essentiel, le gouvernement ne semble pas y alloué les sommes suffisantes de manière approprié.

Pour la CSC wallonne, le problème du sous-investissement public, est un problème politique. D'une part parce que la Wallonie et le Fédéral doivent ensemble faire accepter à Eurostat que l'investissement public n'est pas une dette ! Reporter des investissements coûte, investir rapporte. D'autre part car un investissement public n'est pas un partenariat public-privé. Les projets d'intérêts collectifs qui bénéficient à tous les wallons ne doivent pas être privatisés sous peine de collectiviser les pertes et privatiser les profits.

### **Les syndicats, défenseurs du contribuable**

- Les syndicats, veillent en analysant les projets politiques à ce que l'argent du contribuable ne soit pas perdu ou gaspillé inutilement dans des grands travaux inutiles. En nous écartant ou ignorant nos critiques, c'est le citoyen qui est ignoré.

François Reman  
Attaché de presse CSC wallonne 0488 257 841  
francois.reman@acv-csc.be